

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Traité de Nice

Le traité de Nice a été signé le 26 février dernier par les Quinze. Il doit maintenant être ratifié par les parlements nationaux, ou par référendum dans certains Etats membres.

---

### Charte des droits fondamentaux

La charte des droits fondamentaux vient pour la première fois d'être utilisée comme référence devant la Cour de justice de communautés européennes (CJCE). La Haute Cour de justice britannique devant statuer sur la demande d'un syndicat de gens du spectacle qui affirme que la transposition de la directive européenne de 1993 sur l'aménagement du temps de travail est incorrecte dans la mesure où la loi britannique prive les salariés de congés payés s'ils n'ont pas travaillé un minimum de treize semaines chez un même employeur, a saisi prudemment la CJCE. Selon l'avocat général, A. Tizzano, le droit au congé payé est un droit social fondamental qui trouve aujourd'hui une confirmation officielle dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, proclamée le 7 décembre 2000 à Nice. L'avocat général ajoute que le droit à des congés payés n'est pas dans l'intérêt du seul travailleur mais répond aussi à un objet plus général de santé et de sécurité. Il considère que ce droit est automatique et inconditionnel et ne peut faire l'objet des dérogations prévues par la directive. Il sera intéressant maintenant de voir l'accueil que la Cour européenne fera à cet argument.

---

### Télécommunications

Le Parlement européen a adopté trois importantes directives sur la réforme du cadre réglementaire des télécommunications proposé par la Commission en juillet dernier. Ces directives portent sur le cadre réglementaire commun, l'accès aux réseaux et leurs interconnexions, l'autorisation d'accès aux réseaux.

A cette occasion, le Parlement a examiné **la notion de "puissance sur le marché"** dans le domaine des télécommunications, telle qu'elle serait introduite dans le droit européen de la concurrence par le projet directive cadre sur les réseaux et services de communications électroniques proposée par la Commission. A l'issue de longs débats et controverses, le rapport Paasilina, qui donne une définition plus large du concept que celui proposé par la Commission, a été adopté. Ce rapport précise qu'une entreprise est réputée "puissante" sur le marché à partir du moment où elle occupe de manière persistante une position économique de force qui lui permet de conduire sa politique sans se soucier de ses concurrents et des consommateurs, ou qui lui donne la possibilité de restreindre l'accès des utilisateurs à d'autres opérateurs de télécom, ou lui confère un pouvoir suffisant, à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement, pour provoquer des distorsions notables de concurrence du fait de son intégration verticale. Le rapport souligne, également, le rôle important que jouera, dans la fixation des réglementations d'application générale, cette directive cadre qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

### The Treaty of Nice

The Treaty of Nice was signed on 26<sup>th</sup> February by the 15 Member States. It now remains to be ratified by the national parliaments or by referendum in certain Member States.

---

### Charter of Fundamental Rights

For the first time, the Charter of Fundamental Rights has been quoted as a reference in the European court of justice. The British High court having had to make a decision concerning a demand by a show business trade union, which claimed that the transposition of the European directive on the reform of working hours is not rightful in so far as the British law denies workers the right to a paid leave if they do not work for a minimum of thirteen weeks with the same employer, referred the matter to the ECJ. According to the Counsel for prosecution, A. Tizzano, the right to a paid leave is a fundamental social right which is now being officially confirmed in the European Union's Charter of Fundamental Rights, proclaimed at Nice on 7<sup>th</sup> December 2000. The Counsel further adds that is not only in the interest of the worker alone but it also appeals to more general objectives of health and safety. He deems that this right is both automatic and unconditional and can therefore not be subjected to exceptions to the rule provided for by the directive. It will henceforth be of great interest to see what will be the reaction of the European Court to this argument

---

### Telecommunications

The European Parliament has adopted three important directives on the reform of the statutory framework concerning telecommunications as proposed by the Commission last July. These directives concern the joint statutory framework, access to networks and their interconnections, the permission of access to networks.

On this occasion, the Parliament examined **the notion of "power in the market"** in the telecommunications sector such as it will be presented in the European competition law by the draft directive framework on networks and electronic communications services as proposed by the Commission. After long and controversial debates, the Paasilina report, which provides a much wider definition of the concept than that proposed by the Commission, was adopted. This report clearly states that a firm is considered "powerful" in the market if it persistently occupies a strong economic position enabling it to apply its policies without due consideration of its competitors and of its customers, or which gives it the possibility to limit user's access to other telecom operators, or else provides it with sufficient power at all levels of the supply chain such that it can cause significant distortion in competition by its vertical integration. The report also underlines the important role, in the setting of application rules, to be played by this framework directive which should be applicable by 1<sup>st</sup> January 2003.

Simultanément, le Parlement a, notamment :

- introduit un renforcement du mécanisme de consultation et de transparence des autorités de régulation nationales (ARN) en garantissant à la Commission le dernier mot, au nom de la mise en œuvre harmonisée du cadre réglementaire,
- voulu contrebalancer le pouvoir d'appréciation des ARN en matière de puissance sur le marché par une décision de la Commission sur les marchés de référence autorisés,
- demandé de faire intervenir un organisme européen de normalisation dans la reconnaissance des systèmes relatifs à la télévision digitale, qui pourrait devenir une alternative pour la fourniture d'internet, alors que la Commission souhaitait laisser l'industrie diriger la normalisation de ce secteur.

---

## La "vision de Manchester"

La réunion informelle des ministres de l'industrie qui s'est tenue les 19 et 20 février à Manchester (Grande Bretagne) en présence des commissaires Liikanen et Bolkestein, avait pour objectif d'évaluer la mise en œuvre du processus de Lisbonne et préparer une contribution pour le Sommet européen de Stockholm. Cinq représentants de l'industrie avaient été invités à faire part de leur expérience sur l'évolution de l'environnement des affaires dans l'Union. La Commission, pour sa part, a présenté un plan prévoyant l'utilisation d'indicateurs chiffrés communs pour évaluer, notamment, les progrès accomplis dans la diminution des aides d'Etat sectorielles. Elle a aussi annoncé qu'elle comptait également proposer des indicateurs et objectifs, en particulier, en matière de charges administratives et coûts administratifs.

A l'issue des travaux, les ministres ont proposé que le Sommet de Stockholm prenne des mesures précises dans sept domaines que le président du Conseil industrie a appelé la "Vision de Manchester". Parmi ces points, on retiendra, le fonctionnement et la régulation du marché, la poursuite de la libéralisation des transports, du gaz et de l'électricité, la participation active à la stratégie de la Commission pour réaliser un marché intérieur des services.

Etonnante "vision" qui réduit l'évaluation au seul examen des coûts administratifs et ne voit pas que celle-ci devrait porter sur les rapports coûts/efficacité pour la meilleure satisfaction des usagers.

---

## Concurrence et Etats Unis

Dans un communiqué du 19 février dernier, la Chambre de commerce américaine à Bruxelles a exprimé ses préoccupations relatives à la proposition présentée par la Commission en septembre de modifier la mise en œuvre des articles 81 et 82 du traité (ententes et abus de position dominante). Elle demande à la Commission de revoir sa copie et souhaite être associée aux éventuels travaux de révision.

---

**Notre nouvelle adresse E-mail :**  
**celsig@noos.fr**

At the same time the Parliament has, in particular:

- introduced the reinforcement of the system of consultation and transparency for the National Regulation Authorities (NRA) by ensuring that the Commission has the last word, in the name of the harmonised application of the statutory framework.
- wished to counterbalance the power of assessment of the NRA in what concerns power in the market, through the Commission's decision on authorised reference markets.
- asked for the intervention of European standardisation body in the acceptance of systems of digital television, which could become an alternative to the provision of Internet services, whereas the Commission wanted to let the industry direct the standardisation in this sector.

---

## The "Manchester Vision"

The informal meeting of Industry Ministers, which was held on 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> February in Manchester (Great Britain) in the presence of Commissioners Liikanen and Bolkestein, had the objective of evaluating the application of the Lisbon process and to prepare a contribution to the European Summit of Stockholm. Five representatives from the industry were invited to share their experiences on the evolution of the business environment in the Union. The Commission, on its part, presented a plan which provides for the use of joint figure indicators to, notably, evaluate progress made in the reduction of sector oriented State Aid. It also announced that it intends to propose indicators and objectives concerning, in particular, administrative burden and costs.

At the end of the meeting, ministers suggested that the Stockholm summit should take precise measures in the seven domains that the president of the Council of Industry called the "Manchester Vision". Among these points, notable ones are: the operation and regulation of the market, the continuation of the liberalisation of transports, gas and electricity, active participation in the Commission's strategy of achieving internal market for services.

This is a surprising "vision" which reduces evaluation down to a single examination of administrative costs and does not see that such evaluation should be carried out considering the ratio cost/efficiency in order to give users better satisfaction.

---

## Competition and the United States

In a communiqué dated 19<sup>th</sup> February 2001, the American Chamber of Commerce in Brussels expressed its preoccupations concerning the proposition presented by the Commission in September, whose objective is to modify the application of articles 81 and 82 of the Treaty (entente and abuse of dominant position). It is asking the Commission to reconsider its decision and wishes to be associated in the possible future revisions.

---

**Our new E-mail address is:**  
**celsig@noos.fr**

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.